le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
2 au 8 novembre 2000

10 FF
1,52 €

## Face au rejet des élections et de la délégation de pouvoir

# Développons l'action directe

Il y a peu le Monde libertaire titrait sur l'urgente nécessité d'augmenter les salaires. C'est bien la moindre des exigences pour celles et ceux à qui l'on rebat les oreilles des profits boursiers et des détournements de frics dont se gave la classe dominante, politiciens et patrons confondus.

Et si la Fédération Anarchiste n'a pas vocation à être le fer de lance de l'action syndicale, il n'empêche que sa stratégie repose sur le fait qu'un projet révolutionnaire ne peut se développer qu'au sein des luttes menées par les salarié-e-s et au travers des mouvements de société, visant chacun dans leurs champs d'intervention respectifs comme dans leurs convergences, à élargir notre espace de liberté.

C'est pourquoi nous ne pouvons que nous associer aux revendications salariales qui, encore trop lentement à notre goût, émergent néanmoins un peu partout, et nous y investir pour qu'elles prennent le maximum d'ampleur.

Les confédérations syndicales ont perçu les fortes tensions, diffuses mais profondes, qui traversent le monde salarié et les populations. Sans doute qu'aussi, les récents et violents coups de semonce de Cellatex et Adelshoffen, comme la hausse des prix des carburants, les ont fait réfléchir aux risques de violences sociales qui menacent de les déborder à tout moment.

Elles prennent donc des initiatives pour structurer et orienter ce mécontentement en lançant des actions qu'elles savent pouvoir contrôler. Grève d'une journée à la SNCF, occupation de locaux par des chômeurs bien encadrés, meeting syndical aux vibrants accents de lutte finale, leur servent autant à calmer les ardeurs des militants que de faire-valoir lors des négociations avec le patronat et l'État.

### Les compromissions politiques et syndicales

L'inquiétude des bureaucraties syndicales ne provient pas tant des actes violents en eux-mêmes que de la radicalisation sociale que cela présuppose. Leur crainte est de voir révéler aux yeux de tous leurs compromissions avec le patronat.

Et ce n'est pas l'appel à l'intervention de l'État dans l'affaire de l'UNEDIC qui va contribuer à nous rassurer car bien malin qui peut comprendre quelque chose aux différentes versions et positions des uns et des autres. Dans cette affaire, les salarié-e-s pressentent que de toute façon, ils/elles vont être roulés dans la farine.

Les stratégies des confédérations syndicales deviennent de plus en plus difficiles à différencier de celles des élites politiques. Il y a confusion, trouble et extrême méfiance des salarié-e-s vis-à-vis de celles et ceux qui prétendent les représenter sur le terrain syndical.

Le fossé se creuse entre les aspirations et les luttes des collectifs syndicaux de base et ce qui se trame et se décide au sein des structures départementales et régionales.

Une autre réalité est aussi à prendre en compte. Les artisans et les professions libérales se mettent eux aussi à utiliser les actions et manifestations de rue.

Mais si les petits patrons se mettent en grève et bloquent les rues, si les kinés et les infirmières libérales protestent contre la baisse de leurs revenus en arrêtant les TGV,... alors, quels modes d'action les sept à huit millions de salarié-e-s, actif/ve-s et chômeur/se-s qui végètent à moins de 4 000 F par mois doivent-ils utiliser pour se faire entendre et obtenir satisfaction?

Cela pose par ailleurs une interrogation évidente sur la raison d'être d'une société qui réussit à se faire contester par une palette aussi large de classes sociales.

L'idée que cette société n'est plus crédible est très largement majoritaire et nous ne sommes sans doute plus très loin de voir réunies les conditions objectives à une contestation radicale de la démocratie parlementaire et des formes actuelles de capitalisme.

### Proposer d'autres pratiques et perspectives sociales

Le rejet de la démocratie électorale et de la délégation de pouvoir est une réalité qui ne peut plus être appréhendée comme un simple phénomène conjoncturel.

Mais cela ne prendra un sens émancipateur que si d'autres pratiques de luttes et de débats, d'autres processus décisionnels et d'autres perspectives sociétaires alimentent les préoccupations des militant-e-s.

Il s'agit de mettre en forme, de structurer, de donner vie et corps à cette volonté de maîtrise de sa vie, à cette exigence de contrôle sur les choix politiques et économiques qui cadrent nos vies au quotidien.

Si les anarchistes ont eu conscience un peu avant les autres de l'escroquerie électorale, il leur reste à développer les pratiques d'action directe, première amorce d'une dynamique sociale libertaire. Cela s'élabore aujourd'hui même au sein des luttes revendicatives, dans les entreprises comme dans les associations et la commune.

Si nous sommes déjà présents et agissons sur ces terrains, le plus souvent au niveau local, nous devons nous mettre en capacité d'être lisibles, visibles et audibles aux yeux et aux oreilles de tous.

Le risque pour nous étant que des courants sociaux-démocrates alliés à des gauchistes en plein recyclage idéologique n'hésitent pas à s'affubler d'un vernis libertaire pour se poser en sauveur suprême. À nous de faire en sorte, par nos pratiques et propositions, que l'anarchie soit au cœur des enjeux politiques de notre temps.

**Bernard – groupe Déjacque (Lyon)**

## EDITORIAL

Oui, on peut dire que leurs actes étaient horribles, oui, on peut les trouver terrifiants. Mais doit-on pour autant les lyncher sur la place publique? Depuis deux semaines, tous les jours, nous avons droit aux dernières nouvelles du procès du siècle, celui des frères Jourdain.

Il y a la douleur des proches des victimes, celles qui ont de toutes façons perdu tellement plus que ne leur rendra l'institution judiciaire. Il y a leur colère et leur impuissance. Il y a ces deux frères, incapables de s'exprimer, refusant de reconnaître leurs actes, qui savent que quoi qu'ils disent, ce ne sera pas ce qu'il faudra. Et puis il y a la haine qui transparaît de tous les comptes rendus. Un sinistre engouement pour cette sordide histoire semble s'être emparé de tous les médias français, et chaque journaliste a l'air de regretter la fin de la peine de mort.

Non pas que leur geste soit excusable, mais on ne peut jeter la pierre sans prendre un minimum la mesure du contexte. Comment se fait-il qu'après avoir passé tant d'années en prison, ils récidivent de nouveau? N'y a-t-il pas là vraiment matière à réfléchir? Dans un absolu utopique, ne serait-ce pas là le travail du journaliste?

Mais ici comme ailleurs, le sensationnel prend le pas sur un véritable travail d'information. Rarement les termes employés auront été aussi violents. Tous les curés pédophiles qui se retrouvent aussi sur le banc des accusés ne sont jamais traités d'animaux. Pourtant l'horreur que soulèvent leurs actes est la même. Sans doute le prestige de la soutane, et le poids d'une institution telle que l'Eglise empêche nos joyeux chroniqueurs de déverser leur chape de haine. Pour les frères Jourdain, tout y passe, jusqu'au village terrorisé par la présence des deux ferrailleurs. Ils sont traités de barbares, d'animaux. Toujours décrits comme des sauvages, aucune circonstance atténuante ne leur sera accordée.

Pourtant, ce sont aussi des individus. Quels que soient leurs actes, ce sont des humains, et refuser de le reconnaître ouvre la porte à de dangereuses dérives. La déshumanisation des éléments rejetés d'une société est une méthode bien connue de certaines politiques en chemise brune. L'appel à la haine aussi. Alors, il ne s'agit pas de traiter tous les journalistes de fascistes en herbe, mais de pointer du doigt le traitement médiatique et social des déviants. De pointer du doigt un discours qui fait appel au ressenti et non à la raison. Il est vrai qu'il est bien plus facile de nier la réalité de tels comportements, de faire comme s'ils n'étaient pas de la même espèce que nous. Mais c'est faux. Et il faudra bien un jour arrêter de se voiler la face. Et se poser la question du traitement de tels individus, car même pour les animaux, il ne suffit pas de les mettre en cage pour faire disparaître le problème.

ISSN 0026-9433 – N° 1219
M 2137 - 1219 - 10,00 F

# L'aménagement du territoire au service du capital

Depuis une dizaine d'années, et dans la foulée des lois de décentralisation proposées par G. Defferre, les projets gouvernementaux successifs commencent à modifier sensiblement la physionomie des collectivités territoriales : lois Joxe de 1992 sur les communautés de communes, loi Pasqua d'aménagement du territoire de 1995, lois Voynet sur les pays et Chevènement sur les communautés d'agglomération de 1999. De quoi s'agit-il ? De « moderniser » le découpage politique et administratif, de substituer aux 36 000 communes françaises, « trop nombreuses et inadaptées », quelques centaines d'« entités » : globalement, communautés urbaines (plus de 500 000 habitants), communautés d'agglomération (plus de 50 000 habitants), « pays » pour le milieu rural. Bien entendu, dans les discours politiques, ces transformations ne surviennent que dans l'intérêt du Français moyen : rapprochement de l'administration et du citoyen, libération des initiatives et des projets, et même critique du jacobinisme et de l'État centralisateur, alors que pour assurer l'encadrement politique et le contrôle social des populations, pour maintenir une paix sociale minimale nécessaire à la bonne marche des affaires capitalistes, l'État ne cesse de se recentrer sur ses fonctions régaliennes : police, justice, armée !

### L'alibi de la compétitivité

Sans doute la notion d'aménagement du territoire ne date-t-elle pas d'aujourd'hui. La parution du livre de J.-F. Gravier en 1947 « Paris et le désert français » alerte sur les disparités territoriales qui se sont accrues en matière de population, d'activités, de revenus. Si des progrès sont enregistrés pendant une vingtaine d'années environ, le Ve Plan (1966-1970) va opérer un changement de cap. Exigence de compétitivité internationale, idéologie de la concentration liée à l'impératif industriel, consacreront désormais des « pôles d'excellence », au risque de sacrifier les zones déjà défavorisées. Une France « duale » va se dessiner clairement : d'un côté, des espaces urbains riches d'activités économiques ; de l'autre, des espaces ruraux voués au dépeuplement et à la désertification économique. Les multinationales du capitalisme dirigent en sous-main la politique ; les grandes villes absorbent l'essentiel des crédits publics ; la logique économique et la spéculation immobilière sont à l'œuvre.

Mais rien ne va assez vite pour satisfaire les exigences du capital. Car l'enjeu est là. Héritage de la Révolution française de 1789, les 36 700 communes sont un obstacle à la mise en œuvre des plans de l'Union européenne, à la mondialisation. Le traité de Maastricht aidant, l'objectif est donc de rassembler les communes pour faciliter l'implantation d'une Europe des régions, de modifier les institutions, de réformer l'État dans le seul but de créer l'environnement socio-économique le plus favorable aux entreprises, de transformer les élus en serviteurs des grandes firmes. C'est pourquoi la pression fiscale s 'accroît sur les ménages pendant qu'elle s 'allège sur les entreprises.

### L'exemple du TGV

La caricature dans le projet d'aménagement de l'espace européen avec l'argent des contribuables, est obtenue avec le TGV. M. Delebarre, ancien ministre des transports, ne s'y trompait pas quand il déclarait : « notre réseau national ne prendra tout son sens que s'il sort des frontières jusqu'à l'Europe centrale. » Paranoïa de la classe politique et business du patronat font bon ménage. Car le but de la construction du TGV n'est pas d'offrir un meilleur service aux usagers « ordinaires » du train, mais de détourner de l'avion une clientèle de cadres, qui voyagent pour faire fructifier l'argent de leurs patrons, et que les spécialistes nomment « l'élite circulatoire. »

Qui pourra déterminer le prix qu'il a fallu payer pour ce jouet de luxe ? En termes d'atteinte à l'environnement : suppression de milliers d'hectares de bois et de terres agricoles. Mais surtout en termes de qualité de vie pour la majorité des usagers du train.

Comme dans d'autres domaines, le mouvement de liquidation des lignes ferroviaires ne date pas d'aujourd'hui (en 50 ans, en Bretagne, ce sont plus de 1400 km de lignes qui sont supprimés – lire : « Gare au TGV ! » de C. Guillon). Mais le projet TGV va accélérer le démantèlement du réseau ferré classique, parce qu'il s'inscrit dans une politique de « rationalisation économique » qui privilégie la rentabilité au détriment du service public et la concentration aux dépens d'un véritable aménagement du territoire. Il renforce le centralisme français (dans un discours de décentralisation !), contribuant à une nouvelle structuration de l'espace autour de la capitale et d'une douzaine de villes « de taille européenne », lieux où se concentrent les fonctions tertiaires « supérieures ». Les incidences pour la population : de nombreux déplacements rendus plus complexes et plus coûteux ; certains plus longs ou simplement impossibles ; une désertification accrue des campagnes par la suppression d'arrêts quand ce n'est pas la fermeture des gares.

### Des conséquences désastreuses

La nouvelle structure administrative consacre le rôle pivot des régions : territoires jugés les plus pertinents, elles deviennent de véritables institutions politiques. Elle favorise l'émergence de l'intercommunalité, avec sa fiscalité propre. Elle annonce la disparition des départements. Mais surtout elle programme la mort des communes, anéantissant le semblant de démocratie qui pouvait subsister. Depuis plusieurs années, les entreprises ont imposé une concurrence effrénée aux communes (comme d'ailleurs aux départements et aux régions) : subventions, construction d'usines, formation professionnelle sur mesure pour les industriels. Celles-ci ont dû s'adapter aux « stratégies de localisation des investisseurs nationaux et étrangers », comme elles ont dû subir les appétits du capital privé par le biais des marchés de travaux publics où règne la corruption. Les conseils municipaux, qui ont déjà perdu une partie de leurs prérogatives, et ne sont plus que des chambres d'enregistrement où l'on disserte sur le style des réverbères, seront progressivement dessaisis de tout pouvoir (le président d'une communauté disposera de pouvoirs supérieurs à ceux des maires, et n'aura aucun compte à rendre directement à la population). À terme, c'est l'intégration matérielle et financière des petites communes, c'est-à-dire leur quasi-disparition juridique (d'où l'hostilité presque unanime des élus des communes rurales à qui l'on ôte des moyens alors qu'on les responsabilise de plus en plus). Il faut savoir qu'en Belgique, la fusion des communes permit de remplacer le mot « commune » par celui d'« entité ». 1871 serait-il présent dans la mémoire belge, une fois ?

Les pays, les agglomérations devront définir des projets mis en œuvre non pas par les conseils municipaux, mais par des « associations » représentant à égalité des élus et des socio-professionnels (c'est-à-dire des personnes privées), et qui négocieront l'attribution de fonds publics.

Ce qui est en jeu, c'est aussi la notion de service public de proximité, et même de service public tout court (voir les fermetures de postes, de perceptions, d'hôpitaux ruraux, de gares, de classes ou d'écoles, de services techniques de l'équipement ; la privatisation des secteurs les plus rentables : restauration scolaire, distribution et assainissement des eaux, enlèvement des ordures ménagères).

### La religion en renfort

Principes d'équité et de discrimination positive, « justifiant » le développement de droits locaux au détriment du principe d'égalité, remise en cause des règles de la comptabilité publique, et du service public lui-même, désengagement financier de l'État, et son corollaire, le surendettement des communes (mieux encore, le pillage des communes : depuis 1988, par le truchement de la baisse de la taxe professionnelle, c'est sans doute près de 20 milliards que l'État dérobe aux communes au profit des entreprises !), pouvoirs accrus des préfets en mesure d'imposer ce qu'ils veulent dans presque tous les domaines, fonctionnaires soumis à la polyvalence et à la mobilité, charte européenne des langues régionales et minoritaires, principe de subsidiarité, c'est dans ce contexte que la classe politique, de droite comme de gauche, invite le « citoyen » à s'impliquer dans une « démocratie participative », s'efforce de « concerter » la population, c'est-à-dire d'obtenir son adhésion globale à des objectifs définis en dehors d'elle. La notion de communauté, qui doit contribuer à la « cohésion sociale », nie totalement la lutte des classes, intègre la contestation, salariés et patrons devant, dans un même cadre convivial, concourir ensemble à la prospérité des entreprises capitalistes. Cette notion est aussi présente dans la Charte du travail, instaurée par Pétain en mars 1941 ; l'entreprise devant être vécue comme une « communauté » pour promouvoir l'alliance du capital et du travail.

Ce n'est donc pas étonnant de voir des affinités, des similitudes apparaître entre le pouvoir politique et l'Église catholique (sous la pression des lobbies sociaux-chrétiens, l'emblème de l'Europe n'est-il pas constitué, sur fond bleu, des douze étoiles… de la Vierge Marie ?). On sait que les gouvernements ont toujours eu besoin du support religieux, et réciproquement. On sait que l'obscurantisme religieux a toujours permis à des minorités d'asseoir leur domination sociale. L'Union européenne nourrit aujourd'hui l'offensive cléricale. Parallèlement au monde politique, l'Église catholique reconsidère son organisation territoriale, regroupe ses paroisses comme l'administration regroupe ses communes : « bassins de vie », « solidarités de proximité », « communautés de base », « zones pastorales ». Ces cogitations sont exprimées dans les actes d'un colloque organisé au Sénat en octobre 1997 (bafouant une fois de plus la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État), où se sont côtoyés des évêques, des hommes politiques, des syndicalistes paysans, des responsables de la DATAR, des théologiens. Alors que les instances élues par la population sont peu à peu dépouillées de leurs compétences, le vrai pouvoir, lui, économique et financier, échappe aux procédures dites démocratiques. Faudrait-il entretenir l'illusion de peser sur des projets ficelés par des technocrates, perpétuer la mascarade des élections quand l'essentiel se décide ailleurs ? Faudrait-il se battre pour une coquille vide ?

**Jean-Pierre Tertrais. – groupe La Commune (Rennes)**

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

**Bulletin d'abonnement**

| *Tarif* *(hors série inclus)* | | France (+ DOM-TOM) | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|---|---|---|---|---|
| 1 mois | 5 n° | ❑ 45 F | ❑ 70 F | ❑ 60 F |
| 3 mois | 13 n° | ❑ 105 F | ❑ 170 F | ❑ 140 F |
| 6 mois | 25 n° | ❑ 195 F | ❑ 310 F | ❑ 250 F |
| 1 an | 45 n° | ❑ 350 F | ❑ 530 F | ❑ 400 F |

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Service abonnement : 02 35 84 27 17
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay).
Dépôt légal 44 145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.

## De la régie directe à l'autogestion

# Eau secours !

Nous payons l'eau de moins en moins potable de plus en plus cher. Nous nous empoisonnons doucement aux nitrates, phosphates, pesticides et autres métaux lourds… en la buvant.

L'agriculture productiviste subventionnée recherche des rendements toujours plus élevés à l'aide d'engrais et de pesticides très performants mais très nocifs pour l'être humain et pollue les cours d'eau. Poussé par les banques, l'agrobusiness, favorisant les élevages hors sol se développe avec la bénédiction de la plupart des élus au-delà de l'acceptable et au mépris de tout le système hydrographique.

Le cycle de l'eau est entravé par les canalisations des cours d'eau, par les captages industriels urbains et agricoles, par l'assèchement des zones humides, par l'imperméabilisation des surfaces due au macadam.

Que sa gestion se fasse en régie directe, par la commune ou déléguée à la Lyonnaise des eaux, à Vivendi, à la CISE (Compagnie internationale de service et d'environnement)… la transparence n'est pas de mise quant à la réelle potabilité.

Négligents, incompétents, corrompus ou complices, des élus ont bradé à des mutinationales, pour des dizaines d'années cette gestion. Profitant de la démolition généralisée des services publics, les puissances d'argent monopolisent l'eau et augmentent les tarifs.

Les seules vraies préoccupations des maîtres du monde sont d'inciter les populations à la surconsommation de produits inutiles au-delà de la simple satisfaction des besoins élémentaires, au nom de la croissance économique, de l'emploi, mais surtout pour leur plus grand profit. Ce qui accélère la consommation des ressources.

Ailleurs, la crise de l'eau est source de conflits : on en recense actuellement trois cents zones (Israël contre Jordanie, Iran contre Irak, Ethiopie contre Soudan…). En Bolivie en avril 2000, la privatisation de l'eau et l'augmentation de 45 % des tarifs a déclenché des insurrections pendant deux semaines.

### Que faire ?

Déjà les multinationales se spécialisent dans l'assainissement, la pollution, tentent de réparer leurs dégâts en faisant payer les usagers. Que demandent les usagers ?

**Dans un bref délai :**

- L'accès des consommateurs aux commissions locales de l'eau (CLE).
- La création de parcs naturels hydrographiques ; le strict respect des périmètres de captage. Un arrêt des autorisations d'installation pour les élevages industriels en zone de bassin versant ; l'application sans exclusive du principe « pollueur-payeur ».
- Des analyses complètes de l'eau comprenant de nouveaux paramètres obligatoires (dioxyne, métaux lourds, radioactivité…) dont les résultats seront largement communiqués au public.
- Le retour en régie directe de la gestion de l'eau.
- Des campagnes de sensibilisation auprès des populations dans le cadre de l'éducation des entreprises, des syndicats… sur les thèmes de l'environnement, du gaspillage.

**Le plus vite possible :**

- L'eau, indispensable à la vie, est un bien naturel du patrimoine universel et ne doit pas être gérée comme un produit de consommation soumis aux règles du marché. Nous en exigeons la gratuité.
- Pour un réel souci de l'intérêt collectif, nous voulons que son assainissement et sa distribution soient autogérés dans les communes par les salariés des services concernés avec les usagers intéressés.
- La réquisition au profit de la commune des exploitations agro-industrielles continuant à polluer.

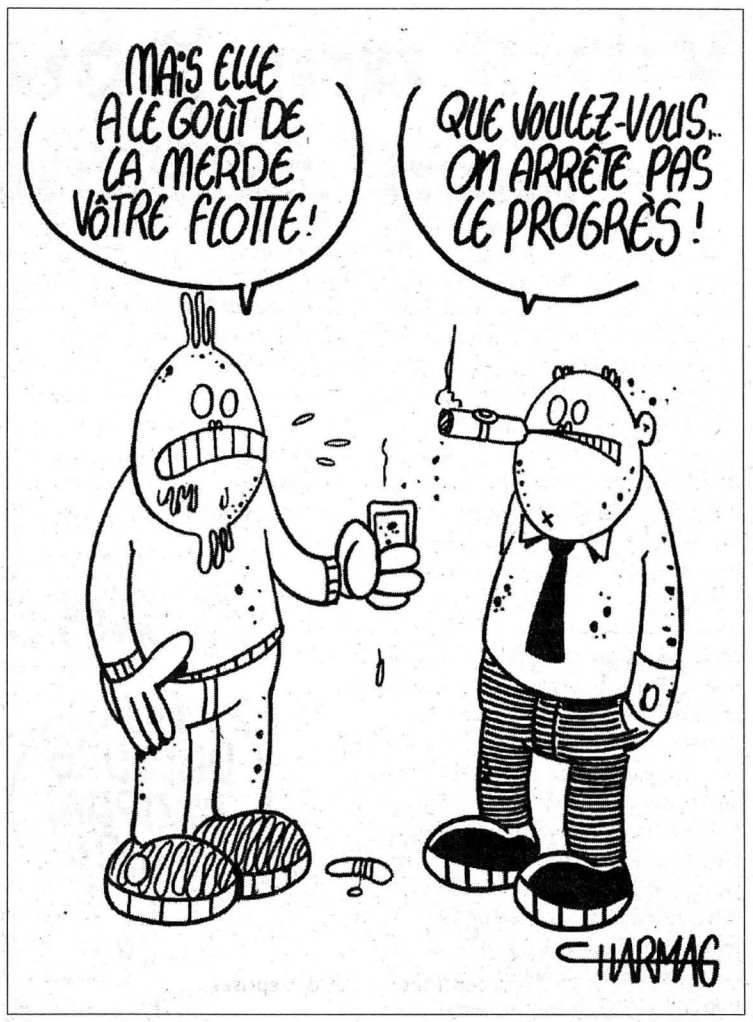
Pour nous anarchistes, l'avenir de l'eau, de la planète, du genre humain, ne passe pas par un maquillage en vert de la part des politiciens et des industriels du capitalisme et du productivisme.

Dans le monde, alors que seule une minorité « profite » réellement de la société de consommation et qu'une majorité de précaires, de chômeurs attend de faire de même, les ressources naturelles s'épuisent. La planète et ses habitants ne survivront pas aux modèles politiques et économiques occidentaux actuels.

Pour notre avenir, notre épanouissement, nous avons intérêt à gérer nous-mêmes nos affaires : en maîtrisant notre cadre de vie, en améliorant notre environnement, en nous occupant de la vie communale et des services publics.

Il ne s'agit pas ici d'économie solidaire ou de démocratie participative, mais d'une politique écologique libertaire fondée sur la socialisation des moyens de production et de distribution organisée grâce à l'autogestion et la démocratie directe : le communalisme libertaire !

**groupe Jes Futuro (Lannion)**




## Gynécologie médicale : des médecins de plus en plus rares

« Le nouveau diplôme de gynécologie – obstétrique et gynécologie médicale, accessible aux étudiants dès la rentrée 2000, est bâti sur des sables mouvants. Très peu d'étudiants s'y inscriront car la gynécologie médicale reste une spécialité dont l'avenir est on ne peut plus incertain : En effet, à terme, l'accès direct aux spécialistes sera vraisemblablement supprimé et avec lui le droit pour les femmes de consulter librement et directement leur gynécologue.

Par ailleurs, tant que la spécialité restera dans un diplôme commun avec l'obstétrique, très rare seront les postes qui seront effectivement attribués aux internes en gynécologie, car ils devront être prélevés sur des postes d'obstétriques et d'autres spécialités. […]

Peu d'étudiants inscrits, cela signifie très peu de gynécologues pour demain, réservés de fait à une minorité de patientes. Peu d'enseignants nommés, cela signifie une fois de plus la mort de cette spécialité à court terme. […] Un diplôme spécifique, autonome, en gynécologie médicale, un accès direct au gynécologue garanti dans les textes législatifs et conventionnels sont les conditions impératives au rétablissement et à la pérennité de cette spécialité ! […] Ce n'est pas un "pari" que réclament un million deux cent mille citoyens, ce sont des certitudes. 80 comités d'hommes et surtout de femmes se sont crées dans les départements et comptent bien se faire entendre ! »

**Extrait de la déclaration du Comité de défense de la gynécologie médicale**

**LYON**

# ENS : L'éducation à deux vitesses

L'École normale supérieure (ENS) – Lettres à Lyon a ouvert ses portes le lundi 9 octobre dernier. Cette ouverture est symbolique des inégalités qui existent au sein de l'éducation. Elle est aussi le reflet d'un des derniers projets mégalos du maire de Lyon Raymond Barre, un « dieu aux petits pieds de la capitale des Gaules». Quittant son mandat de premier magistrat de la ville en mars prochain, il était impensable pour Raymond de ne pas inaugurer lui-même ce qui apparaît comme son « petit Versailles» pour Lyon. Même si la rentrée a dû se faire dans des locaux encore en travaux, la délocalisation de cette prestigieuse école parisienne a bien eu lieu. Pour accueillir une partie de la future élite de France, rien n'a été négligé. L'école, qui possède un parvis de 7 000 mètres carrés, aussi grand que celui de la mairie de Lyon, est installée dans le quartier scientifique de Gerland sur 7,8 hectares avec 54 000 mètres carrés de bâtiment. Elle possède une résidence, une bibliothèque, un théâtre, un gymnase, un tennis et un restaurant. Le tout a coûté 800 millions de francs, payés par la ville, la communauté urbaine, le département, la région et l'Etat pour accueillir et former… 456 élèves. Que des élèves aient des conditions optimales pour étudier et s'instruire n'est pas un problème en soit, bien au contraire. Mais il le devient quand dans le même temps la même somme a été allouée à l'Université de la manufacture des Tabacs pour accueillir 15 000 étudiants. 800 millions pour 456 élèves d'un côté, 800 millions pour 15 000 étudiants de l'autre. Où est la prétendue égalité des chances dans le droit à l'éducation pour tous face à une telle situation. Comment celle-ci est-elle justifiée si ce n'est par la prétendue méritocratie républicaine qui veut que les normaliens ne soient que des purs produits d'un système pyramidal depuis le bac jusqu'à l'ENS en passant par les classes préparatoires. Un système qui vise à dégager par la sélection et la compétition une élite au service de l'Etat. D'un côté une élite bénéficie de très importants moyens pendant que des milliers d'étudiants travaillent dans des conditions bien souvent précaires à tous les niveaux. Ce « deux poids deux mesures» est le reflet d'une éducation de classe essentiellement basée sur la reproduction sociale. Ce n'est ni les élèves ni les professeurs qui sont critiqués mais bien un système qui exprime par ses choix, des choix de société. Dans l'absolu nous ne pouvons que souhaiter que toutes les personnes aient de tels moyens pour étudier. Mais là, c'est l'inégalité de traitement entre grande école pour une petite minorité, pour une élite et université pour une majorité de personnes poursuivants des études supérieures qui est criante. Une éducation à deux vitesses…

D'ailleurs, une semaine avant l'ouverture de l'ENS, des enseignants d'un lycée du centre de Lyon menaient une journée de grève dans leur établissement afin de protester contre le sureffectif des classes de seconde qui atteignent 37, 38 ou 39 élèves. Ils réclamaient l'ouverture d'une classe supplémentaire afin d'alléger celles existantes. Bien sûr, il leur a été répondu que le manque de moyens rendait leur revendication de toute façon impossible.

**David. – groupe Kronstadt (Lyon)**

## Faits d'hiver

### Au village, sans prétention…

Un dimanche comme tant d'autres dans une île d'Oléron (Charente-Maritime) à cent mille lieues des tracas du monde. Une belle matinée ensoleillée. Une manière de rue piétonne où déambulent, entre marché et pharmacie de garde, trois ploucs, quatre retraités et cinq vacanciers. Les propos, saisis au vol, de deux vieux cons du coin.

« Merde, c'est l'arabe qui est de garde. Tant pis, j'attendrais lundi pour acheter mes médicaments. »

C'est pas Dieu et Bakounine possible !

Oléron, 20 000 habitants, loin de tous les problèmes et de tous les soucis, sans jeunes ni banlieue, avec ses quatre familles d'origine maghrébines (dont le pharmacien) largement plus oléronnaises (l'une d'elle est là depuis 1917) que les trois quarts des Oléronnais actuels… Et il se trouve quand même deux enfoirés de racistes pour… Sur le coup, je me suis dit : « Oh putain, avec des connards qui préfèrent ne pas se soigner plutôt que d'acheter leurs médicaments chez…, la solution au trou de la sécu et à celui des caisses de retraites est toute trouvée. Il suffirait de « maghrébiser » toutes les professions médicales et paramédicales pour que les vieux fachos crèvent en masse. »

Après coup, je regrette vraiment de ne pas, simplement, leur avoir craché à la gueule.

Au village, sans prétention, ca devient de plus en plus nécessaire d'avoir bonne réputation.

**Jean-Marc Raynaud**

# Vingt ans pour les skins du Havre...

« On va casser du boucaque ! ». C'est ainsi que Joël Giraud avait donné le départ de la ratonnade à Régis Kerhuel... En langage skin-head, "boucaque", contraction de "bougnoule" et "macaque", désigne tout ce qui n'est pas blanc de blanc. Ce 18 juin 1990, les deux "sacs à bière", comme les traita le procureur, rencontrent sur la digue de la plage du Havre, James Dindoyal, un jeune Mauricien de 24 ans. Ils obligent ce dernier à ingurgiter un mélange de bière et de péroxydase (un nettoyant pour pièces mécaniques) puis ils le balancent à la mer... James parvient à se sortir de l'eau. Mais il devait mourir quinze jours plus tard, après avoir subi plusieurs opérations à l'œsophage et à l'estomac. Dans d'atroces souffrances, excusez pour le cliché. « On s'est bien marré. Il a bien picolé celui-là, avant de faire trempette », fut l'oraison funèbre prononcée par Giraud de retour triomphal au bar. En janvier 1991, l'enquête est arrêtée, faute de résultats. Il faudra attendre 1997, le témoignage d'un ancien skin-head, qui avait rompu avec la mouvance (et un peu trop parlé), et qui pour cela avait été sans cesse menacé et agressé par ses anciens comparses, pour qu'elle soit relancée. Suite à de nombreux interrogatoires dans les milieux néonazis, les agresseurs seront enfin identifiés. D'où leur arrestation en 1998, le procès aux Assises de Rouen et le verdict du 14 octobre 2000 : vingt ans de prison.

### Une place forte...

Ce n'est pas la première fois que les skins havrais font parler d'eux. Qu'on se souvienne, en avril 1995, l'un d'eux, David Beaune, avait tué un Tunisien en le jetant dans le port du Havre... A cette époque, le Havre était une place forte du mouvement skin. Celui-ci tenait ses quartiers dans l'ancienne place militaire des hauteurs de la ville, le Fort de Tourneville, ou dans les blockhaus abandonnés des falaises voisines. Et l'on avait beaucoup glosé à l'époque, en insistant surtout sur le côté primaire du mouvement skin-head, sans nier certes le racisme, mais en appuyant lourdement sur l'alcoolisme, la fascination pour la violence et surtout la bêtise épaisse. Et c'est bien vrai que ces facteurs prennent une grande part dans ce mouvement, auxquels il faut d'ailleurs ajouter la misère tant matérielle qu'intellectuelle de jeunes prolétaires laissés pour compte et démunis. Mais on a peut-être un peu trop occulté le fait qu'idéologie il y avait, et de la pire espèce, en l'occurrence le nazisme. Et qu'ouvertement les skins s'en revendiquaient, non seulement par le geste (le salut bras tendu par exemple), mais aussi par la parole (si si, ils n'émettent pas que des borborygmes et autres éructations houblonesques) et, tenez vous bien, par l'écrit : une multitude de fanzines nauséabonds que Tristan Bernard aurait conseillé de lire d'un derrière distrait.

### Les gros bras

Qui dit idéologie dit idéologues, qui dit nazisme dit organisations avec grands chefs, et c'est pas ça qui manque à l'extrême droite... Les deux nazillons étaient adhérents des Jeunesses nationalistes révolutionnaires (JNR), mouvement d'un certain Serge Ayoub, alias Batskin, bien connu au Parc des Princes, du côté du tristement célèbre Kop de Boulogne. Ils avaient des relations suivies avec ce dernier. Régis Kerhuel, « Régis du Havre, comme appelé dans le milieu skin », était l'un des leaders du mouvement. Où il n'y a pas que des illettrés : l'une de égéries du mouvement skin havrais avait un DEA de géographie... Il faut donc arrêter de véhiculer cette image d'un mouvement skin-head constitué de marginaux et de paumés. Cela a été, pour une fois, bien mis en évidence au cours de ce procès. Loin d'être marginalisés, il est apparu au contraire que les skins servaient de colleurs d'affiches et pour les basses besognes aux partis d'extrême droite ayant pignon sur rue, (FN et MNR). Le mouvement skin est alors une sorte de défouloir pour la frange la plus radicale, braillant tout haut ce que les « présentables » pensent tout bas et n'osent dire. Car c'est essentiellement dans le service d'ordre du Front national qu'il fallait les chercher. La nébuleuse skin est alors une passerelle, une voie d'intégration des militants les plus « têtes brûlées ». Cette utilisation a redonné une légitimité à la mouvance skin, et en ce sens, on est en droit de penser que le Front national porte aussi sa part de responsabilité dans la mort de ces malheureux immigrés.

**Eric Gava. – groupe de Rouen**

## Débat du groupe libertaire d'Ivry

# Pas de paix pour les patrons

Cellatex, Adelshoffen, Lyonnet, Forgeval... tous ces noms étaient jusqu'à cet été ceux de bagnes industriels ordinaires, où l'exploitation la plus brutale, le mépris des ouvriers et des ouvrières étaient le lot quotidien.

Et puis ça a été le nom de boîtes « liquidées », la globalisation capitaliste passait par là aussi. On jetait dehors des hommes et des femmes qui avaient trimé leur vie entière pour le bénéfice du patron.

Mais ce n'est pas cela dont nous nous souviendrons. Car ici, enfin, la violence patronale a rencontré de la résistance. Et quelle résistance ! Badaboum ! Les ouvriers ont menacé de tout faire sauter. Il était temps. Sommes-nous au début d'une nouvelle offensive ? Livrons-nous au contraire les dernier combats d'une époque révolue ?

C'est de tout cela que nous vous invitons à venir discuter le 11 novembre, salle Saint-Just à Ivry-sur-Seine.

**groupe libertaire d'Ivry**

## Lutte de prisonniers

# Grève de la faim contre la mort lente

Ce jour, Eric Minetto, détenu à la Centrale de Lannemezan, engage une grève de la faim illimitée. Il entreprend cette lutte après le rejet de quatre demandes de libération conditionnelle depuis la fin de la période de sûreté. Ça sera un combat jusqu'au bout, si sa libération est encore repoussée.

Le jeudi 28 septembre est une date importante pour Eric, vingt ans qu'il est emprisonné. Vingt ans jour pour jour, jour après jour.

Lorsqu'il a été arrêté en 1980, la France vivait encore sous les lois « sécurité et liberté » de Peyrefitte ; Barre était encore le meilleur économiste et Premier ministre, Mitterrand n'avait pas été élu. Dans le 14e arrondissement de Paris, Eric était un militant bien connu du mouvement autonome. Il vécut dans les squats de la rue Raymond Losserand, il lutta contre les sociétés immobilières qui ravageaient ce quartier populaire, contre la vie chère, contre la société nucléaire... Il avait vingt ans, il en a aujourd'hui quarante.

Vingt ans dans le système pénitentiaire français. Il connut les QHS et leurs héritiers : les quartiers d'isolement. Il endura la torture blanche de la solitude forcée puis l'horreur des bâtiments surpeuplés de Fresnes et de la Santé. Au cours de ces longues années, il fut de toutes les luttes et de tous les combats. Il le paya au prix fort.

Vingt ans de prison et il est encore et toujours détenu dans une centrale de Sécurité !

Cette lutte révèle l'état de désespérance et de révolte des longues peines dans les prisons françaises. Elle dépasse largement un cas isolé ou une situation marginale. Elle nous concerne tous, prisonniers sociaux et prisonniers politiques.

Depuis les années 80, les peines prononcées par les tribunaux n'ont jamais été aussi lourdes. Pour des faits identiques, elles se sont allongées de plus du tiers quand ce n'est du double. Parallèlement, les mesures d'aménagement de peine tombent en désuétude ou bien sont appliquées pour des gens qui hier encore ne seraient jamais entrés en prison. Les peines de substitution ne permettent aucunement de trouver de nouvelles voies de réinsertion, elles sont simplement utilisées à mettre sous contrôle plus de pauvres dans les cités de la précarité générale.

Pour les longues peines, il n'y a plus de commutation de la peine perpétuelle, il y a moins de confusion, moins de compression à vingt ans, et par-dessus tout, il n'y a plus de libérations conditionnelles. Depuis six ans, ici à Lannemezan, dans le bâtiment B où nous sommes les plus nombreux, aucun prisonnier n'a bénéficié d'une libération conditionnelle. Aucun. Ici les détenus ne sortent qu'en fin de peine. Jour pour jour.

Pour les perpétuités, la situation est dramatique. Il y aurait en France plus de six cents condamnés à perpétuité. Parmi eux, deux cents sont libérables puisque ayant terminé leur peine de sûreté de quinze ans ou de dix-huit ans. Pourtant depuis son arrivée au Ministère, Guigou n'a accordé de libération conditionnelle qu'à six d'entre eux !

Où va-t-on ? Si nous ne réagissons pas, si nous ne luttons pas tous ensemble ? Comme hier Karim Kalki, aujourd'hui Eric Minetto a décidé de s'opposer à la mort lente. Et sa lutte est notre lutte à tous... C'est pourquoi nous le soutiendrons jusqu'au bout !

En luttant pour la libération d'Eric, nous posons une limite ferme à la détention de tous :

Vingt ans, ça suffit !

Libération de tous les prisonniers ayant accompli vingt ans.

Libération de tous les prisonniers malades.

Fermeture des quartiers d'isolement.

**Des prisonniers**
**Centrale de Lannemezan**

# crises de foi

## Histoires cochonnes

En Chine, deux événements ont fait la une du grand quotidien Nanfang Ribao : la participation de musulmans chinois au pèlerinage de la Mecque, et la naissance de cinq petits cochons clonés en Grande-Bretagne. Les deux photos, celle du lieu saint et celle des animaux impurs, ont été publiées côte à côte... Cela a suscité la colère des vingt millions de musulmans de Chine, ce qui obligé les autorités chinoises du sud à adopter des mesures d'urgence pour faire face aux manifestations de mécontentement. Le directeur de la publication a aussitôt été limogé, la « journaliste ignorante » punie d'une amende, ainsi que son rédacteur en chef, pour « manque de connaissance religieuses ».

En Israël, le rabbinat est partagé sur l'installation d'un élevage de porcs ayant pour but la médecine. En effet, il s'agit de porcs élevés pour servir à des greffes d'organes génétiquement modifiés. Le rabbin de Haïfa approuve le recours aux organes porcins « s'il n'y a pas d'autres recours pour sauver une vie ». Mais il a rappelé que « le Talmud interdit l'élevage du porc en Terre Sainte ».

La dictature chinoise a du faire face à des manifs de masse pour deux photos, des personnes ont été licenciés et punies pour cela... D'autres se demandent si on doit élever des porcs et où. Voilà où mène l'irrationnel religieux : se poser des questions idiotes pouvant entraîner des violences et des pratiques dignes de l'inquisition.

Et puis d'abord, d'après tous ces religieux, qui a créé les animaux sinon Dieu ? De deux choses l'une : soit le cochon est un animal divin puisque crée par dieu, soit dieu en créant un animal néfaste est un pervers. Mais que les musulmans et les juifs se rassurent, ils ne sont pas les seuls à proférer de telles inepties. Car les chrétiens, ils l'ont oublié, condamnaient eux aussi les porcs, n'est-ce pas Saint Clément qui disait : « le porc prend son plaisir dans la fange et le fumier » ? À souligner que c'est exactement la raison d'ordre spirituel de l'interdiction de la viande de porc dans l'islam.

Bref, dans la connerie superstitieuse pouvant mener à la censure, la menace, le crime, les religions sont toutes copines comme cochonnes !

**Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)**

## Vite fait...

■ La **police tchèque** a visiblement du mal à digérer les manifestations du mois dernier à Prague. Les forces de l'ordre ont organisé une rafle dans le mouvement anarchiste. Trois camarades de l'AIT ont été interpellés lundi 23 octobre puis libérés sans qu'aucune charge ne soit retenue contre eux... mais après deux jours d'interrogatoires continus.

■ **Algérie**. Onze civils ont été tués mardi 24 octobre dans des affrontements opposant forces de l'ordre et islamistes.

■ Si les enfoirés étaient sur orbite, il y en a certains qui n'auraient pas fini de tourner. Son mari de nationalité française étant mort, une **marocaine** de 52 ans a reçu une lettre de la préfecture de Strasbourg lui donnant ordre de quitter la France dans un délai d'un mois.

■ Sur les six premiers mois de l'année, 740 nouveaux logements ont été mis en chantier dans des colonies juives situées en Palestine. L'extension des **colonies juives** sous le gouvernement travailliste de Ehud Barak est de 51% supérieur à ce qu'elle était l'an dernier au cours de la même période sous le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu.

■ Près de 200 salariés de **Michelin** ont bloqué l'entrée d'une des usines du groupe à Clermont-Ferrand pour protester contre les modalités d'application des 35 heures que veut leur imposer leur direction.

■ Plusieurs centaines d'anarchistes ont manifesté lundi 23 octobre à **Montréal** (Canada) à l'occasion du G20, réunissant les pays riches avec leurs principaux pays débiteurs.

■ Selon que vous serez... Le bénéfice net de Volkswagen a augmenté de 49% au cours des 9 premiers mois de l'année, soit 1,14 milliards d'euros. Sur la même période, Michelin a réalisé un chiffre d'affaires en hausse de 14,6%. Les députés viennent de voter une **revalorisation de la retraite** de base de 2,2%.

■ Plus de 150000 personnes ont signé la pétition de l'UFC contre les **chèques** et les services bancaires payant.

■ **Etats-Unis**. G. Bush (Parti républicain) a déclaré au fisc 1,6 millions de dollars de revenus pour 1999, soit 12,6 millions de francs ; A. Gore (parti démocrate) 240930 dollars, soit 1,9 millions de francs ; un manutentionnaire moyen à Chicago 6000 dollars, soit 48000 F.

■ Ça laisse rêveur. Sans que personne ne s'en aperçoive, 250 kg d'or (soit environ 11,8 millions de francs) ont été subtilisés à bord d'un avion d'Air France sur l'aéroport de Chicago. Rappelons que...

## ... bien fait

*Envoyez vos brèves à monsieur.pol@wanadoo.fr*

### Brésil : forum mondial social à Porto Allegre

# Six jours pour ébranler le monde ?

Lu dans *le Monde Diplomatique* d'août 2000, une brève annonçant l'organisation du Forum social mondial (F.S.M.), premier du nom, à Porto Alegre (Brésil) du 25 au 30 janvier prochain. Ce forum vous en rappelle sans doute un autre ? Bingo ! À la même date se tient, à Davos (Suisse), le Forum économique mondial (F.E.M.), grand rendez-vous annuel des rois de la finance, maîtres des multinationales, et autres gourous des grands organismes de régulation de l'économie mondiale. À Davos, les ogres de la finance et de l'économie composent leurs prochains menus... aux hommes politiques de trouver la recette pour faire mijoter la société et lui faire rendre le plus de jus possible.

Cette société que la langue de bois dit désormais « civile », se rebiffe. En guise de réponse (voire de riposte ?) elle organise un contre-sommet qui, à défaut de sonner le glas du capitalisme mondial, offrira aux oreilles intéressées un son de cloche bien différent de celui qui résonne à Davos. Au sommaire : échanges et débats autour de l'économie, la politique, la science, la technologie, la culture, autant de thèmes posant des problématiques plus ou moins nouvelles à la société. En résumé, on annonce un programme couvrant un champ quasiment infini pour un forum qui durera à peine une semaine. Ambitieux.

Cela dit, on y attend pas moins de deux à trois mille participants, parmi lesquels on trouvera des dirigeants syndicaux, représentants d'associations, de fondations, d'O.N.G. (Organisations non gouvernementales), de réseaux de mouvements citoyens (comme par exemple ATTAC qui, et ce n'est certainement pas un hasard, relaie l'information au sujet de ce sommet), militants écologistes, féministes, en faveur des droits de l'Homme, patrons de PME des pays du Sud, personnalités religieuses, élus locaux et nationaux, intellectuels... Pour accueillir tout ce beau monde, les organisateurs du F.S.M. vont investir le Centre de conférence de l'Université Catholique de Porto Alegre, dont le grand auditorium peut recevoir environ deux mille cinq cents personnes, et qui possède tout l'équipement nécessaire à ce type d'événement. D'autres auditoriums et une soixantaine de salles serviront aux ateliers d'expérience et de coordination.

### Une réhabilitation de la démocratie représentative

Ce Forum Social Mondial fera écho, sans nul doute, aux grondements de révolte que l'on entendit à Seattle, à Washington, à Davos, à l'adresse de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Certains ont regretté que ce soit l'Occident qui, dans la promotion comme dans le réquisitoire du capitalisme mondial, monopolise la parole et s'exprime en nom et place des plus misérables (vivant dans les pays du Sud, et hélas davantage soumis à l'exploitation sauvage engendrée par la mondialisation). Ceux-là vont être servis, cette fois ! Le Brésil, qui occupe une place peu enviée parmi les économies sinistrées, offrira une tribune aux exclus et l'on pourra dire qu'enfin, les vrais laissés-pour-compte de l'économie de marché auront l'occasion de donner de la voix. Oui, mais... Étrange, que ce Forum social mondial ait lieu au même moment que son homologue économique à Davos.

L'on voudrait détourner l'attention de la « société civile » et lui faire perdre la Suisse de vue, qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Car pendant que le « contre-pouvoir planétaire » si glorifié par *le Monde Diplomatique* va s'organiser à Porto Alegre, les affaires continueront, et nul ne semble se soucier d'aller mettre quelques grains de sel dans la cuisine de Davos. Nous n'avons entendu personne évoquer, par exemple, l'idée d'organiser une « colonne des miséreux » en partance de Porto Alegre (et, pourquoi pas, d'ailleurs), qui gagnerait Davos à l'occasion du Forum Économique.

Histoire de demander des comptes... Comme si, en voulant créer l'équivalent social du F.E.M., on souhaitait, non pas arrêter le jeu capitaliste, mais plutôt changer la donne, rééquilibrer un système qui s'est emballé au détriment des citoyens : en clair, donner au capitalisme le visage humain qui lui a toujours fait défaut, lui offrir une nouvelle légitimité, une amabilité même, en lui apposant le label « contrôle citoyen, testé et approuvé par la société civile ».

Les organisateurs du F.S.M. ne contestent pas, du reste, l'ordre économique actuel dans son principe. A l'instar d'ATTAC (Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens), ils militent en faveur d'une participation active des citoyens aux décisions politiques et économiques, formule vaguement inspirée des idées libertaires, qui donnerait un nouvel éclat à la démocratie. Le choix de Porto Alegre s'explique alors clairement, puisque le gouvernement de la Ville et de son État (Rio Grande do Sul) expérimentent des formes de démocratie participative (notamment dans la gestion du budget), que beaucoup rêvent d'appliquer ailleurs. Il pourrait aussi s'expliquer par cette étrange coïncidence : lors des dernières élections présidentielles au Brésil, le Parti des Travailleurs (gauche radicale) dirigé par Luis Inacio da Silva, principal adversaire de l'actuel président de la République (Fernando Henrique Cardoso), a enlevé trois États dont celui du Rio Grande do Sul. Au terme du scrutin, avec 31,7 % des suffrages, le P.T. talonnait la formation de Cardoso (le Parti de la social-démocratie brésilienne), à 21 points d'écart... L'organisation d'un Forum Social Mondial, appuyé par le gouvernement de l'État du Rio Grande do Sul et la Ville de Porto Alegre, ressemble alors à une belle opération promotionnelle au profit du principal adversaire du président Cardoso lors des prochaines élections présidentielles... Mais les anarchistes sont mauvaises langues, c'est bien connu.

### L'enclos de la nouvelle gauche

S'il nourrit une certaine critique de la mondialisation de l'économie (ce dont nous nous réjouissons), il semble bien que le Forum Social Mondial deviendra l'enclos de la Nouvelle Gauche, où seront annuellement débattues des questions liées au contrôle citoyen de l'économie. Mais, ainsi que nous l'avouâmes plus haut, les mauvaises langues anarchistes ne pourront s'empêcher de dire que cette initiative vise à restaurer et à légitimer, via la « société civile », un pouvoir que les politiques ont bradé aux entreprises transnationales. À l'heure où les scrutins révèlent une désaffection – et sans doute un désarroi – croissant des citoyens pour les élections, le fait de redorer le blason de la démocratie représentative apparaît comme un enjeu important. Mais, pour autant, et dans un système économique comme le nôtre, peut-on encore croire au contrôle citoyen du mandat électoral ? Peut-on vraiment croire à cette fonction participative de la démocratie représentative ? Les faits montrent que sans la révocabilité des mandats, toute délégation de pouvoir mène à sa confiscation. C'est la triste réalité de la démocratie. Et l'on voit mal comment les politiques accepteront de remettre leur mandat en jeu pour mieux répondre aux légitimes aspirations du peuple. En outre, quand certains font l'éloge des « conférences de citoyens » (dont la première du nom fut organisée en France par l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques sur les organismes génétiquement modifiés), donnant à un panel d'individus l'occasion de débattre sur une question publique importante, on passe vite sur le fait que l'avis émis par le groupe de citoyens n'a qu'une valeur consultative. Pas fous, les « démocrates », qui s'arrangent toujours pour garder la main.

Le prochain Forum social mondial veut-il revoir et corriger la théorie de l'État-providence ? Le mythe a la vie dure... En tout cas, le capitalisme peut broyer tranquille : avec ou sans (ou plutôt peu) d'État, il a toujours fonctionné. Faudra-t-il rappeler que le capitalisme est un système reposant sur le principe de la concurrence, de la compétition, et que toute compétition, qu'elle soit juste ou truquée, implique davantage de perdants que de vainqueurs ? Faudra-t-il rappeler que ces perdants, jetés hors de la course, croupissent dans une misère plus ou moins sordide ? Ce n'est pas à Porto Alegre qu'on trouvera au capitalisme un visage humain. Du 25 au 30 janvier 2001, derrière le masque naïf du Brésil, c'est la face hideuse de Davos qui ricanera.

**Steph. – groupe de Strasbourg**

Pour en savoir plus sur le Forum Social Mondial via internet, deux adresses :
www.forumsocialmundial.org.br
attacint@attac.org

## chronique anarcha-féministe

# Produits finis

Chez mon bistrot préféré, on dit qu'il faudrait rétablir la peine de mort, mais avant, leur couper les c.... Chez mes militants préférés, rouges et noirs, on parle des conséquences fatales de la violence de classe. Chez les militantes révolutionnaires mais pas féministes (faut pas pousser pépé anar dans les orties) on pousse un soupir excédé face à ce fait divers répugnant et on somme le bas peuple de comprendre que seule une prise en charge (« psycho-socio-psychiatrique ») adaptée, préservera la société de ces tristes malades et de leurs pulsions violentes. Mon psychiatre préféré est d'accord avec cette analyse des conséquences de la misère sexuelle, mon psychiatre préféré s'interroge sur la responsabilité de la mère Jourdain dans cette histoire de tortures et de meurtres. Ce qui unit tout ce petit monde, c'est la certitude implicite d'avoir affaire à des monstres. Jourdain et Jourdain, sont des bêtes. À ma droite, on peut se laisser aller à penser qu'ils sont nés comme ça, et qu'il faut s'armer de flics et de prisons pour abattre toutes les bêtes le plus tôt possible. À ma droite, on s'interroge doctement sur le passage de l'homme à la bête, et on demande son avis à mon psychiatre préféré.
J'ai un avis sur le sujet. Si. Je suggère que des Jourdain, avec la même enfance glauque, avec le même illettrisme, avec la même mère, mais se prénommant Suzette et Josyane, n'auraient pas massacré quatre jeunes hommes ou filles. Ah, ben évidemment, clame le chœur, du bistrot au psy distingué, les femmes c'est pas pareil... Et pourquoi ? Bande de moutons à encéphalites spongiformes chroniques, et pourquoi des hommes se sentent-ils autorisés, jour après jour, à cogner des femmes ? Et pourquoi un homme professeur d'Université peut-il oser disserter sur son passé de violeur en l'excusant par son origine sociale ? Pourquoi mon psychiatre préféré demande-t-il à une femme battue de faire revenir son mari au domicile « parce que sinon l'équilibre de la petite fille est en danger » ? Pourquoi les parfums se vendent-ils grâce à des photos de femmes offertes, aux yeux mi-clos, passives jusqu'au morbide ? Je suggère que notre société patriarcale autorise implicitement les hommes à dominer les femmes. Je suggère que Jourdain et Jourdain, qui ont grandi dans cette société, ne sont pas du tout anormaux, déviants et monstrueux. Beaucoup d'hommes ont ce sens de la mesure et... de la « self-preservation » qu'une saine éducation leur a apporté. Eux pas : on a l'avantage d'avoir un produit brut. De parfaits produits finis.

**Pimprenelle**
**Une côte d'Adam cassée**

# Côte d'Ivoire : le bourbier néo-colonial

Du côté de Belgrade, la rue a poussé vers la sortie, provisoire ou définitive, Slobodan Milosevic. Son crime ? Ne pas avoir respecté la volonté populaire lors des dernières élections, volonté populaire faisant de Kostunica, le véritable vainqueur du scrutin.

Du côté d'Abidjan, un scénario similaire s'est mis en place. Sous la pression populaire, le général Gueï, l'un des deux prétendants au trône, a dû prendre la poudre d'escampette et laisser le terrain libre à Laurent Gbagbo. Mais revenons un peu en arrière…

Il y a une quinzaine de jours les Ivoirien-ne-s sont appelé-e-s aux urnes pour élire un nouveau président de la République. Ces élections se déroulent dans une atmosphère pesante, marquée d'un côté par l'éviction des deux principales forces politiques du pays : le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (son représentant, Emile Bombet, faisant l'objet d'une enquête pour corruption) et le Rassemblement des républicains représenté par Alassane Ouattara (dont la candidature a été jugée non recevable) ; de l'autre côté, une montée des affrontements intercommunautaires latents sur ce territoire depuis la mort d'Houphoüet-Boigny. Il ne reste donc en piste que deux challengers : le général Robert Gueï qui, à l'issue d'un coup d'Etat, a écarté de la présidence Henri Konan Bédié et Laurent Gbagbo du Front populaire ivoirien.

La suite est connue : le taux de participation très faible au scrutin traduit bien la frustration de nombre d'Ivoirien-ne-s ; la commission nationale électorale tarde à rendre public les résultats, ce qui pousse à la fois Gueï et Gbagbo à se proclamer vainqueurs ; dans les rues, les partisans de Ouattara s'en prennent à la légitimité du scrutin tandis que ceux de Gbagbo, bien au contraire, dénoncent les manigances de Gueï pour se maintenir au pouvoir ; sans oublier bien sûr les dissensions au sein de l'appareil militaire ivoirien. Finalement, le jeudi 26 octobre au matin, on apprend que Robert Gueï a déserté la capitale et laissé la place libre à un Laurent Gbagbo qui s'affiche dès lors comme le nouveau président de la Côte d'Ivoire.

### Un pays au bord du gouffre

A l'heure où ces lignes sont écrites, il n'y a qu'une chose dont on peut être sûr : la Côte d'Ivoire est toujours au bord du gouffre.

La position de Laurent Gbagbo est en effet plus qu'inconfortable. Opposant « historique » qui a fait ses classes sous Houphoüet-Boigny, c'est la première fois qu'il peut prétendre enfin à la magistrature suprême. Sa victoire ne souffre d'aucune contestation… du moment qu'on met de côté la question de la réforme constitutionnelle adoptée dernièrement, qui posait comme principe que tout candidat à l'élection présidentielle devait être né « de père et de mère ivoirien » (et non plus « de père ou de mère ivoirien ») et ne pas jouir d'une double nationalité. Or, c'est son application qui a entraîné la « disqualification » d'Alasane Ouattara et provoqué le trouble au sein de la société ivoirienne qui possède l'un des plus forts taux mondiaux d'immigration.

Même si Gbagbo peut s'appuyer sur le fait que cette réforme constitutionnelle a été adoptée très largement par référendum (et avec un taux de participation tout à fait respectable), il ne peut oublier qu'en disqualifiant Bombet et Ouattara, la cour suprême a du même coup supprimé les deux candidats principaux à l'élection, deux candidats qui disposent à la fois d'un appareil politique et d'un soutien populaire. Concrètement, si Gbagbo veut se maintenir au pouvoir, il devra composer avec l'une de ces deux forces politiques. Avec le Rassemblement des républicains d'Alassane Ouattara, cette union semble impossible. La base sociale de Laurent Gbagbo (les paysans du sud-ouest ivoirien) est très favorable à ce que les paysans burkinabés et maliens soient « tentés » de retourner dans leur pays parce que cela libérerait de la terre pour leurs plantations. Même s'il n'est pas à l'origine du discours ethno-nationaliste qui gangrène le pays depuis la présidence de Konan Bédié, Gbagbo s'est bien gardé de s'opposer à cette dérive.

Reste donc le Parti démocratique de Côte d'Ivoire. Celui-ci, discrédité par les errements de Konan Bédié (faillite économique et politique, corruption structurelle…), pourrait trouver intérêt à se repositionner dans le jeu politique ivoirien en nouant une alliance avec le FPI. La FPI offrirait l'image du renouveau, de l'alternance politique marquée à gauche ; le PDCI, lui, offrirait son appareil politique et ses réseaux construits durant plusieurs décennies de pouvoir.

La grande inconnue demeure l'armée. C'est elle qui a porté au pouvoir Gueï pensant que celui-ci empêcherait le pays de sombrer dans la guerre civile. Dans ses rangs, nombre d'officiers se sont montrés favorables à Alassane Ouattara. Même si, dès la fuite du général Gueï, le chef d'état-major a fait allégeance à Laurent Gbagbo devant les caméras de la télévision nationale, il n'est pas dit que le possible ticket « FPI/PDCI » soit en mesure de ramener le calme dans les casernes.

**Patsy (« Le Monde comme il va », Alternantes FM)**

## Québec : manifestation anti-G-20
# Émeutes policières

Le Comité d'accueil du G-20, le regroupement d'individus qui a convoqué la manifestation d'opposition au G-20 hier, lundi le 23 octobre, veut dénoncer publiquement les multiples actes de brutalité policière qui ont été perpétrés contre des dizaines de manifestants et de manifestantes. Il apparaît clairement que cette augmentation de la répression politique vise à écraser par la violence les mouvements d'opposition à la mondialisation des riches symbolisée par le G-20. Le but est d'empêcher la mobilisation contre le Sommet des Amériques d'avril 2001 à Québec ou sera discuté la Zone de libre-exploitation des Amériques. Mais la violence des inégalités sociales et de la répression politique ne peuvent que contribuer à provoquer une plus grande mobilisation et radicalisation des mouvements sociaux au Québec et ailleurs dans les pays du Nord comme c'est le cas dans les pays du Sud (Argentine, Inde, Bolivie, Équateur, Zambie, etc.).

C'est une émeute policière que nous avons vécu hier, et non une émeute des manifestants, malgré ce qu'affirment de nombreux médias qui reprennent sans discernement le point de vue de la police. En plus de les matraquer et souvent sur la tête ou au visage, de leur donner des coups de pied sur le corps et de les pourchasser à cheval, les policiers anti-émeute ont utilisé du poivre de cayenne ainsi que des gaz lacrymogènes contre les manifestants. Alors que ces derniers voulaient se disperser, les policiers les en ont empêché en leur lancant d'abord des gaz lacrymogènes puis en les pourchassant a cheval dans les rues de Montréal afin de les encercler avec l'escouade anti-émeute.

Une quarantaine de personnes ont été arrêtées et dans plusieurs cas, elles ne faisaient qu'aider des personnes blessées par les policiers. Deux membres du Comité d'accueil du G-20 cibles et arrêtés par des policiers en civil risquent de se voir imposer demain des conditions et une caution très élevées en échange de leur libération ; des manifestants de la Colombie-Britannique doivent payer une caution de 500 dollars.

Le Comité d'accueil du G-20 exige donc :

- la libération de tous les manifestants et manifestantes emprisonnées le 23 octobre et l'annulation de toutes les accusations contre eux et elles ;
- l'annulation de la réunion du G-20 parce qu'il y a une collusion évidente entre cette organisation au service des exploiteurs transnationaux et la violence policière contre les manifestants et les manifestantes qui ont usé de leur légitime droit de manifester et d'exprimer leur opinion.

**Comité d'accueil du G-20**

**ESPAGNE**

# Les prisonniers politiques en lutte

Au motif que la désobéissance civile n'est pas légitime dans le cadre d'un État démocratique, le directeur de la prison de Alacalà de Henares (Madrid) a refusé à deux insoumis, Raoul Alonso et Carlos Pérez, une remise de peine.

Ces deux insoumis, purgeant une peine de deux ans et quatre mois, ne font pourtant que demander l'application du code qui régit les remises de peine pour bonne conduite et participation aux activités du centre pénitentiaire. Pour ces deux insoumis déserteurs, cette décision du directeur fait suite à une série de vexations occasionnées aux dix insoumis actuellement enfermés à Alcalà de Henares. Notamment parce que « la détention de matériel d'information sur l'insoumission constitue un danger pour le bon ordre de l'établissement et pour la réinsertion des détenus dans les rangs des forces armées ».

Dans le même temps, une série de grèves de la faim se déroule dans les prisons espagnoles pour dénoncer les conditions faites à certains détenus (parmi eux des antimilitaristes, des anarchistes, des membres de l'ETA) soumis au régime du FIES. Il s'agit d'un régime spécial institué par l'État espagnol en 1991 avec la volonté de séparer et d'isoler ceux qui sont considérés comme les plus dangereux parmi la population pénitentiaire en leur réservant un régime spécial. Cet isolement carcéral est accompagné de fréquents abus de la part du personnel pénitentiaire. Au cours de ce traitement spécial, des détenus sont déjà décédés. Diverses luttes se mènent dans les établissements à travers le pays, en relation avec des associations de solidarité à l'extérieur des prisons.

**Transmis par les relations internationales de la F.A.**

## Bolivie : nouvelles menaces sur les paysans

Les paysans cocaleros et leurs organisations syndicales et de défense de la région du Chapare menacent de nouvelles actions de blocage de la route Cochabamba-Santa Cruz à partir du 13 novembre. Des marches de protestation se dérouleront préalablement à cette action qui relance encore une fois la problématique de la redistribution des terres en Bolivie. Si les cocaleros cultivent la feuille de coca, c'est que le système économique international ne leur offre aucun débouché pour d'autres produits agricoles. La culture de cet arbuste est le seul moyen de ne pas mourir de faim dans un pays où 5 % de la population contrôle 90 % des terres cultivables ; les 10 % restant faisant survivre 95 % des paysans. Ainsi, cela fait des années que des milliers de familles luttent en refusant les cultures alternatives proposées puisqu'elles ont fait les preuves de leur échec. Le Centre bolivien d'études sur le travail déclare : « la vague de protestation que vit le pays est la conséquence de l'échec du modèle économique de marché et de son coût social énorme ». Et si ces familles sont indiennes pour la plupart, il ne faut pas réduire leur démarche à une lutte identitaire : il ne leur suffit pas de parler indien si la faim et la misère profonde persistent. Les accords signés avec le gouvernement il y a trois semaines ont déçus les paysans. Et s'ils reprennent la lutte malgré les menaces d'intervention massive des militaires, c'est que leur avenir est plus sombre que jamais.

**Transmis par les relations internationales de la F.A.**

# Le Cri du milan

## Laurence Sémonin

Le lien de Laurence Sémonin avec les libertaires ne date pas d'hier. Il remonte à 1987, alors qu'elle « monte » présenter à Paris la « Madeleine Proust », son personnage de cœur. H. Trinquier, alors directeur du TLP (Théâtre libertaire de Paris) lui ouvre sa porte. Avec le succès qu'on connaît, tous les théâtres se l'arrachent. Puis, Laurence lance une souscription qui lui permet de réaliser un court métrage « l'Angel des neiges ». Une des scènes de son film à venir « Le nid du Fol ». Aujourd'hui, Laurence signe son premier roman. Nous l'avons rencontrée lors de son passage à la Librairie du Monde libertaire, à l'occasion de la Fête du livre.

***Le Monde Libertaire : ton public te connaît surtout au théâtre, sous les traits de la « Madeleine Proust ». Un personnage de caractère qui n'a pas la langue dans sa poche ! Aujourd'hui, pourquoi avoir choisi l'écriture ?***

**Laurence Sémonin :** Ce n'est pas nouveau : j'ai toujours écrit. D'abord pour le théâtre, puis un livre sur la Madeleine Proust, chez Flammarion dans lequel je raconte son histoire. Mais, c'est vrai que c'est mon premier roman. Tout est parti d'un concours de nouvelles policières qu'organisait le journal *Le Monde*. Ils n'ont pas voulu de la mienne, parce que je ne respectais pas les règles du concours, alors j'ai décidé d'en faire un roman.

***ML : Un livre que j'ai lu d'un trait, tout en marchant dans la rue. L'action de ton roman se déroule dans le Haut-Doubs. C'est un hymne à l'écologie et au respect de la nature. C'est l'histoire d'un rapace. Un milan qui a perdu son ami Gabriel, ornithologue amoureux de la nature et protecteur des oiseaux en voies de disparition. Après différentes aventures et le beau moment de la révolte des oiseaux, Gabriel disparaît. Le milan erre, l'âme en peine, à sa recherche... Que se cache-t-il derrière la métaphore du rapace et de son ami Gabriel ?***

**LS :** Mon livre est un hymne à la nature, au respect de l'écologie, mais aussi un appel à la liberté intérieure. Il parle d'amour. Plutôt de l'attachement, un mot sous lequel se cachent beaucoup de choses. L'attachement, c'est la dépendance. Trop aimer, c'est un peu comme avoir un oiseau attaché et l'amour c'est pas ça ! L'amour doit illuminer la beauté de l'autre dans le moment présent. Hélas, on réalise souvent la beauté de l'autre quand il a disparu et qu'il commence déjà à manquer !

***ML : On dirait qu'il y a du vécu dans ce bouquin.***

**LS :** J'ai toujours basé ce que je faisais sur le vécu. Ce que je veux dire, c'est qu'on devrait s'émerveiller de la beauté de l'autre au moment présent. Il faudrait regarder les êtres qu'on aime au fond, loin derrière leurs yeux, là où ils commencent à devenir humbles. Après une disparition, il y la souffrance du manque. C'est en la nommant, c'est par les mots, qu'on s'en libère. On se plaint de l'absence, mais a-t-on jamais remercié la présence ? C'est ça mon vrai message.

***ML : Pourquoi ton milan parle-t-il l'argot parisien ?***

**LS :** Je préfère parler « d'accent encanaillé d'argot et de poésie ». Excuse-moi de pinailler, mais j'ai toujours adoré les mots. Tout simplement parce que l'argot n'est pas parisien. C'est une langue qui était, et continue à être parlée par les artisans dans toutes les régions de France...

***ML : Si l'amour et la poésie doivent mourir, nous mourrons avec elle !***

**LS :** Le milan nous invite à nous envoler très haut. « Il navigue, il baguenaude, il tournanche », il vit sa vie d'oiseau libre ! Avec lui, « on a mille doigts au bout des plumes » ! On partirait bien « en terre d'Afrique avec tous les migrateurs qui se rancardent autour des étangs, venus des douze coins du globe, sans radio et sans passeport ». « Qui ne demandent pas de cartes de séjours ». « La grande alliance des émigrés ».

Ou alors, on resterait bien à regarder Gabriel qui « à force de regarder les oiseaux, s'est mis à leur ressembler ». « Quand il était là sans bouger, au bord du vide, s'il avait écarté les bras, il aurait pu prendre son essor ». Un matin, « le vent va de travers ». « Le milan glisse dessus : une tapée de ses potes se fait dessouder et lyncher en plein vol ». C'était oublier « ceux qui, en bas, ont la gâchette facile ». Et « leur tempête de balles n'a pas de délicatesse ». « La guerre non plus ». « Les humains entraveront-ils un jour que les oiseaux ont quelque chose dans le chou et à la place du cœur pour se défendre ? » Alors, « c'est la guerre des oiseaux ». Il y a, dans la mémoire collective des oiseaux, « ceux qui ne résistent pas et finissent empaillés le bec ouvert... sans un bruit ». Et, il y a ceux qui se battent. Après, la bataille, il ne reste à notre milan qu'à « puiser sa force dans l'écorce des branches ». Il a « le cœur dans les chaussettes », mais « il continue à percer le vent, avec la peau du ciel qui enfle et désenfle ». À la recherche de l'impossible. Jusqu'à ce qu'il comprenne que « s'attacher, c'est nuisible, ça fout trop le bourdon ». « Aimer, c'est peut-être autre chose ». Une nuit sans lune c'est un « serpent aux yeux de pierre » qui siffle au milan de sa voix de métal : « Tu te plains de son départ, mais l'as-tu assez remercié de sa présence ? ». Un roman à dévorer.

**Propos recueillis par Patrick Schindler. – Claaaaaash**

*Le Cri du milan*. Laurence Sémonin. J.C. Lattès

# Entre esthétique et éthique

Dans une rentrée littéraire qui fourmille de romans, plus de cinq cent soixante-dix, il est difficile de tout lire. Alors, même si d'aucuns et d'aucunes prétendent pouvoir parler de tout et de rien, j'ai préféré quant à moi me laisser guider par mon intuition, et vous proposer un choix, qui n'est que ce qu'il vaut, c'est-à-dire faillible.

Le monde de l'Art, voilà un milieu dont pour la plupart nous nous sentons exclus parce que nous présupposons que nous manquons de culture, et qui pourtant n'arrête pas de nous solliciter. «Oyez, Oyez, braves gens ! Venez visiter nos musées, vous en sortirez grandis par la beauté de nos œuvres mais n'oubliez pas d'acheter nos tee-shirt et autres colifichets pour vous souvenir de votre passage. Achetez la reproduction de la Joconde pour l'avoir chez vous, sa qualité dépasse celle de l'original !»

Serge Rezvani dans son dernier roman, "L'origine du monde", plonge le lecteur dans l'envers d'un musée, le plus grand du monde. Dans cet envers, la préservation des tableaux est l'objet de toutes les attentions, de toutes les recherches, car c'est d'elle que dépend la pérénisation du fond de commerce. Mais une affaire commerciale ne peut tourner que si elle démarche, que si elle trouve de nouveaux clients. Alors, comme un seul homme, toute une administration se lance dans l'Opération Culture pour expliquer aux masses ce qui est beau, et organise toute une série d'expositions ayant des thèmes passéistes ou qui jouent sur le sensationnel, plongeant ainsi l'Art dans le domaine du spectacle.

«On dit que le sommeil est le frère jumeau de la mort... (...) Au lieu de permettre aux œuvres d'art de prendre le temps de périr de leur mort naturelle, oui, en leur laissant le temps... je dirais même tout leur temps, qui n'est pas le nôtre... on précipite la fatalité de cette mort en désirant prolonger ce que le temps justement est destiné à dévorer, quoi que l'on fasse... mais en prenant son temps.»

Mais qui décide de ce qui doit rester, devenir immortel ? Les commissaires, les conservateurs..., les gens du commentaires qui ont pris le pouvoir sur les œuvres et savent mieux que les peintres ce qu'il faut peindre. Ce sont des ratés de l'Art qui ont pris possession de ce territoire qui appartenait avant à des gens qui prenaient des risques.

Un roman sur l'unicité de l'œuvre, de l'homme, détruite au profit de sa reproductibilité. L'art, la peinture, tournée vers le passé, étant devenue chose moneyable, il était donc normal que le monde des faussaires s'en empare. Pour son troisième roman, Juan Manuel de Prada a choisi de nous parler des milieux de l'Art. Un jeune professeur d'histoire de l'art en Espagne, qui pourrait être une des facettes de l'auteur, va à Venise pour voir l'objet de sa thèse, le célèbre tableau de Giorgione, "La Tempête", exposé dans le musée de l'Académie. Le but de cette visite n'est autre que de vérifier, auprès du grand spécialiatiste de ce tableau, le conservateur du musée, que son interprétation du tableau est fondée. Dès son arrivée, un meurtre est commis devant ses yeux. Le lecteur comme notre héros, découvre par la suite qu'il s'agit d'un escroc, d'un faussaire. Rapidement, un malaise s'instaure provoqué par une sensation de déjà lu, le roman de Arturo Pérez-Reverte, "Le Tableau du Maître flamand". Heureusement, cette impression se dissipe au fil des pages. Il s'agit bien d'un roman policier dont le genre n'est qu'un prétexte pour nous parler des milieux de l'Art, pour nous parler de Venise, une ville qui oscille entre la vie et la mort, une ville où la raison n'a pas sa place tant elle développe la passion et les sentiments dans les labyrinthes de notre moi.

"La déception et le dépit nous incitent à la destruction, même si nous devons nous en repentir par la suite en voyant éparpillées sur le sol les pièces retournées à leur chaos originel. Il m'arrivait quelque chose de semblable : j'avais scrupuleusement suivi les méthodes de recherche traditionnelles pour élucider le mystère de "La Tempête", je m'étais efforcé de faire coïncider les contours, j'avais mis cinq ans à tisser une trame irréprochable selon les principes de la logique, et deux jours à Venise m'avaient appris que la logique ne sert pas plus la vie que l'intelligence ne sert l'art, parce que l'art est la religion du sentiment."

Cette aventure vénitienne va permettre à ce personnage de passer d'une situation de falot, subordonné, soumis, à celle d'un être dans lequel soufflerait le sens de la Vie. Un roman fluide, servi par style plein de vigueur, c'est ainsi que je le qualifierais.

**Boris Beyssi**

L'origine du monde, Serge Rezvani, Actes Sud, 404 p, 139 F. La tempête, Juan Manuel de Prada, Le Seuil, 317 p, 130 F.

## copinage

A l'occasion de la sortie de son premier album « Ici et maintenant » **Fred Alpi est en concert** le vendredi 5 novembre au Glaz'art (7-15 avenue de la porte de la Villette, Paris 19e). Entrée : 50 F.

Le bulletin du centre d'éducation libertaire Bonaventure « **Grain de C.E.L.** » n°23 d'octobre est disponible contre 15 F à CEL, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron.

## radio libertaire
Paris • 89.4 MHz

vendredi 3 novembre à 22 h 30 :
*Jazz en liberté* : John McLaughlin « Shakti » en public (1975) ; Russel Malone quintet (1998) ; Joe Morris quartet (1998) ; Jimi Hendrix « band of gipsy » en public (1969) ; Gérard Marais/Renaud Garcia-Fons duo (1995) ; Charlie Christian quintet (1941).

samedi 4 novembre à 11 h 30 :
*Chronique syndicale* : le travail à distance et les enjeux européens.

mercredi 8 novembre à 10 h 30 :
*Blues en liberté* : les découvertes du country-blues des années 60.

# Non et non aux injustices, à l'arbitraire colonial et à la répression du système judiciaire français en Guyane

Nous, membres d'un collectif d'organisations, appelons la population guyanaise à manifester avec nous contre les décisions de justice prises dans différentes affaires notamment à Cayenne, Kourou et St Laurent du Maroni dans le but, non pas de rendre une justice équitable et de respecter les droits des victimes, mais de bien au contraire favoriser un certain nombre de ressortissants français protégés par un système judiciaire arbitraire, voire inique.

En effet, nous voyons se renouveler de manière quasi méthodique la même injustice qui consiste à libérer des gens coupables de faits aussi graves que des viols sur mineurs (affaire Accot), meurtres ou tentative de meurtres (affaire Hendricks) ou organisation d'assassinat (affaire Pastori), alors que dans le même temps les arrestations, comparutions immédiates, condamnations de jeunes parfois mineurs se multiplient à Kourou : affaires Yannick, Watssi par exemple. Injustice, discrimination et insécurité peuplent nos existences en Guyane ! Depuis novembre 1996 et les déportations qui ont eu lieu l'année suivante, un certain nombre de magistrats n'ont eu cesse de s'acharner sur des militants syndicalistes et politiques tout en harcelant bon nombre de jeunes dont certains seront eux aussi mis en détention et déportés en Guadeloupe et à la Martinique.

L'assassinat le 11 juillet 2000 du militant anticolonialiste, leader du FULAC et figure de proue des indépendantistes guyanais Shaka Karebu ex. Michel Kapel à Degrad Edmond sur le territoire de la commune de Roura, fief des grands chefs marrons de Guyane constitue à lui seul un étape tragique supplémentaire et un crime que nous condamnons sans appel. Les responsables de cette mise à mort et leurs complices, qui s'activent de plus en plus nombreux contre les intérêts de vie, de réinsertion, d'intégration sociale et de développement de beaucoup de nos jeunes compatriotes, sont nos ennemis.

Aujourd'hui en Guyane le désarroi des familles face à de nombreux cas de brutalités policières, à la propagation de réseaux pédophiles, à la lente agonie des jeunes victimes, face au chômage, à l'exclusion ou à l'implosion sociale, ce désarroi est immense.

Face à l'injustice que constitue le vol systématique de nos terres par de nouveaux et anciens conquistadores, aventuriers que n'émeut pas la détérioration progressive de notre environnement socio-économique, politique et culturel, que faire, que dire ?

Face aux atteintes de ce système judiciaire colonial où trônent les droits du plus fort, souvent mis hors de cause grâce à une certaine préférence ethnique « euro-centrique » et blanc, comme le gréviste de la faim Hubert Bruneau, que dire, que faire ?

Face à l'inorganisation des plus démunis, à l'insécurité croissante, corollaire de la misère grandissante qui frappe nos cités, que faire ?

Face à la dépendance économique, à l'acculturation, à la destruction de notre univers guyanais, à un système judiciaire qui permet à certain de bénéficier d'un centaine impunité et à bon nombre d'élus guyanais de se taire, alors que la liste des victimes et des affaires criminelles non élucidées à ce jour en Guyane ne cesse de s'allonger, que dire, que faire ?

Soyons les représentants d'une authentique Guyane ! Mobilisons-nous pour faire échec à ces décisions de justice inacceptables et défendons ceux qui en sont victimes. Manifestons notre solidarité à l'égard de tous les jeunes, victimes de violences et de brutalités policières, notamment les exclus de la ville spatiale.

Rejoignons le collectif de toutes nos associations culturelles, organisations politiques, comités de défense et autres mouvements guyanais qui militent tous pour un mieux-être guyanais, pour le respect des droits de la personne humaine en Guyane comme ailleurs, pour la sauvegarde de nos intérêts en tant que membres de la communauté guyanaise, conscients de notre devoir de mémoire et prêts à défendre des idéaux de justice, d'équilibre, de fratemité et de solidarité.

Fait à Cayenne, le 26 octobre 2000

**L'Association des artistes peintres, L'Association de défense des immigrés, L'Association des jeunes en grande difficulté par les arts martiaux et le travail de la terre, Comité de soutien des jeunes de Kourou, Comité de soutien de Yannick, Coordination des travailleurs précaires et des exclus, Fann Dibout, Forum Guyane, F.U.L.A.C., M.D.E.S., M.P.G., P.N.P.G.**

**PARIS**

## Halte aux agressions fascistes !

Le 22 octobre 2000, une nouvelle agression fasciste a eu lieu dans le 20e arrondissement de Paris, au marché Pyrénées, à l'angle de la rue des Pyrénées et de la rue de Ménilmontant. Un commando d'une quinzaine de militants bien connus du Mouvement national républicain ont agressé avec des matraques et des bombes lacrymogènes les militants d'Alternative libertaire, de la Ligue communiste révolutionnaire et du Parti communiste français, et ont mis en danger les passants.

Cette attaque fait suite à une longue série de violences de la part du Front national et de Mouvement national républicain à l'encontre des militants antifascistes du 20e arrondissement. Ces actes durent depuis des années et restent impunis.

Nous condamnons cette agression. Nous appelons la population à se mobiliser contre l'extrême droite, à refuser sa propagande de haine et sa présence dans nos quartiers, à combattre l'insécurité dont ces mouvements sont porteurs et à soutenir les militants antifascistes.

**Organisations signataires : Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Les Alternatifs, Les Verts, Ligue communiste révolutionnaire, MRAP, Parti communiste français, Ras l'Front.**

# Halte à la répression contre les squateurs dijonnais !

Ce lundi 23 octobre à 17 heures, une quarantaine de personnes s'est rassemblée devant la préfecture pour protester contre les mesures d'expulsion dont sont victimes les squatteuses et squatteurs dijonnais-es. Du café et de la soupe furent distribués aux passant-e-s devant une banderole « contre le racket des huissiers, taxons les riches pas les pauvres » et divers panneaux sur le thème des squats. Plus d'une cinquantaine de flics très agressifs était sur place, montrant une fois de plus comment la répression est de rigueur dès qu'il s'agit de squats.

Trois personnes furent reçues par le chef de cabinet du préfet afin d'exiger de ce dernier qu'aucune expulsion n'ait lieu pendant la trêve hivernale et de rappeler notre ras-le-bol de la répression. Depuis quelques années, des locaux laissés à l'abandon sont investis et transformés en lieux de vie et d'expression collectives. Depuis l'existence de tels lieux à Dijon, leurs habitant-e-s subissent une répression obstinée de la part des autorités policière et judiciaire.

Nous ne pouvons accepter d'être ainsi mis-es à la rue ! Tous les prétextes semblent bons pour se débarrasser des squats, et de telles dispositions ne sont que le fruit des rapports de profit qui nous écrasent et du refus des services publics à y palier.

Il y a trois semaines, un squat féministe situé 15, Cours du Parc a été ouvert. Ses occupantes ont été immédiatement convoquées à passer en procès. Par ailleurs, le squat situé 12, rue Longepierre est expulsable depuis le samedi 21 octobre, alors qu'il va de toute façon demeurer vacant.

Nous n'avons pas les moyens de payer un loyer et refusons la logique d'assistanat des services sociaux. En squattant, nous reprenons nos vies en main. Mais les squats restent sous la menace constante d'une expulsion et ce même en plein hiver ! En raison de notre précarité comme de la nécessité de proposer des alternatives sociales, culturelles et politiques, chaque expulsion ne peut que donner lieu à de nouvelles occupations. Nous rejetons le pouvoir établi des riches propriétaires et des agences immobilières ne voulant qu'accroître leurs profits autant que les persécutions judiciaires et policières contre l'un des besoins les plus élémentaires : celui de se loger !

Les propriétaires préfèrent voir leurs maisons murées plutôt que squattées. Non à toutes les expulsions !

**des squatteuses et squatteurs dijonnais-es**

## *Mobilisation contre les anti-*IVG *à Lyon*

# Intégristes hors de nos vies

Samedi 21 octobre, suite à l'annonce d'initiatives prévues par des catholiques intégristes à Lyon, dans le contexte de la modification de la loi Veil, le collectif d'associations et organisations politiques et féministes mobilisé depuis plusieurs années sur ce terrain a décidé de ne leur laisser ni la rue ni faire leur « bourrage de crânes ». Il a appelé à un rassemblement avec invitation a amené de quoi faire du bruit ! En effet, ces commandos n'interviennent plus dans les services hospitaliers pratiquant des IVG ; cette fois-ci, ils n'ont pas sorti, non plus, leurs jeunes « survivants », ceux et celles qu'ils considèrent comme les rescapé-e-s du génocide des générations nées après la loi Veil. Ils préfèrent organiser un « rosaire », des prières devant le CIVG de l'Hôtel-Dieu, en plein centre de la ville. Cette violence symbolique vise en priorité les femmes et à conforter la légitimité de leur combat.

Les intégristes se retrouvent une bonne quinzaine dont le prêtre de l'église Saint-Georges, fief intégriste lyonnais et des habitués maintes fois condamnés pour entrave à l'IVG. En face, dans le camp de la liberté, nous nous retrouvons 150, du mouvement libertaire pour les trois quarts. Les CRS, qui par ailleurs quadrillent le quartier, protègent les intégristes qui prient sous nos slogans, chansons et rires ; dans le même temps une distribution de tracts est organisée afin d'expliquer qui ils sont en réalité.

Pour nous, il s'agissait d'affirmer, outre notre volonté de ne pas les laisser avancer, que nous serons bien présent-e-s dans le combat qui va s'ouvrir à l'occasion du débat parlementaire sur l'IVG débutant le 28 novembre. D'ores et déjà la journée du 25 proposée par le MFPF pour des initiatives locales sera jour de manifestation à Lyon à l'appel du collectif unitaire. Il s'agit d'établir un rapport de force contre la droite, mais aussi avec la gauche plurielle et le gouvernement dont le projet reste éloigné des revendications des femmes depuis des décennies (dépénalisation, suppression de l'entretien social obligatoire, suppression de l'autorisation parentale, même déguisée, pour les mineures).

**Danielle. – groupe Lucia Saornil**

# AGENDA

### samedi 4 novembre

**MARSEILLE :** Réunion-débat sur l'ethnologue Pierre Clastres organisée par le CIRA, à 15 heures, 3 rue Saint Dominique.

### dimanche 5 novembre

**DIEPPE :** Le groupe Clément-Duval de la F.A. organise une conférence-débat « **Louise Michel entre mythe et réalité** » animée par Claire Auzias (historienne) à 14 h 30 à la maison Jacques Prévert, rue de Montigny, Dieppe - Janval. Table de presse, ouvrages sur la Commune...

### mercredi 8 novembre

**PARIS :** Comme chaque mercredi, pour sauver Mumia, **rassemblement à 18 heures** devant le consulat des Etats-Unis, place de la Concorde.

### vendredi 10 novembre

**NANTERRE :** L'athénée libertaire organise un débat sur **la lutte contre les OGM** en présence de René Riesel à 19 h 30 salle des Guignons, 7, bd du général Leclerc (RER Nanterre ville, face à la mairie de quartier).

**PARIS :** Le groupe La Villette de la F.A. organise une **projection-débat** « Fins de siècle - Quels changements en cent ans ? » à l'Usine, 102 bd de la Villette (19e) à 20 h 30.

### samedi 11 novembre

**IVRY (94) :** Le groupe libertaire d'Ivry tient une réunion publique à partir de 14 heures sur le thème « **Pas de paix pour les patrons** » au 30, rue Saint-Just (M° Mairie d'Ivry). Projection d'un film sur les luttes de l'été.

**LYON : Journée anti-militariste** organisée par l'Union locale de la F.A. Débat à 15 heures et soirée conviviale autour d'un repas et de musiciens. La Plume noire, 19 rue Pierre Blanc, (1er, bus n°6, arrêt Jardin des plantes).

**PARIS : Festival antimitariste** organisé par le Collectif d'Ile-de France pour objecter à l'esprit de défense - Mines de plomb pour les mutins (des dessinateurs de presse réhabiliterons les déserteurs de la guerre 1914-1918) de 14 à 18 heures au Centre culturel Images d'ailleurs, 21, rue de la Clef (5e, M° Censier Daubenton)

### dimanche 12 novembre

**PARIS :** Projection gratuite de « **La Commune de Paris 1871** » de Peter Watkins organisée par le Scalp-Reflex à 14 heures (1re partie) et 17 heures (2e partie) au CICP, 21 ter rue Voltaire (11e).